

MISSION EXIGENCE DES SAVOIRS ép.2

UN MINISTÈRE DÉCOMPLEXÉ ...

Novembre 2023

A l'occasion de la journée mondiale des enseignants, Gabriel Attal a insisté sur l'urgence d'un « choc des savoirs » pour « élever le niveau global des élèves » et annoncé le lancement d'une « mission ».

Le 2 octobre, la CGT Enseignement privé a donc assisté en multilatérale à une première réunion de présentation de cette dite « mission » et de sa méthode. Le ministère y a expliqué que chaque organisation du privé serait entendue en bilatérale, au sein de 3 groupes de travail (École - Collège - Lycées) et sur 4 thèmes (contenus - pratiques pédagogiques - organisations pédagogiques - culture générale).

Le 7 novembre, nouvelle réunion des syndicats avec la DGESCO. Les différents GT étaient - entre temps - devenus optionnels pour l'enseignement privé ! Par ailleurs, l'organisation de cette réunion a clairement révélé un manque de préparation du ministère. Alors même que ces sujets nécessitent du temps et de la concertation, on nous apprend qu'il faut aller vite voire réduire le nombre de réunions.

La CGT a donc dû commencer par exprimer son mécontentement, partagé d'ailleurs par la majorité des syndicats.

Ce que la CGT a porté ...

Une école de l'émancipation via des moyens humains et matériels

- Des **effectifs maximum de 20-24 élèves** et la préservation du **groupe classe**
- La possibilité de travailler en **petits groupes** (dédoublage, plus de maîtres que de classes...)
- Des moyens supplémentaires pour les **élèves à besoin particuliers**
- L'**importance de toutes les disciplines** : les « fondamentaux » ne doivent pas être réduits au seul binôme maths / français
- Une **formation initiale et continue de qualité** des personnels sur temps de travail
- Une **véritable politique de la petite enfance**, dès avant l'entrée à l'école et les moyens nécessaires (suivi social et médical de qualité, places de crèche...)
- La **fin du bénévolat** « imposé » notamment dans le 1er degré via les 108 heures, la 28e heure dédiée à la pastorale...
- La reconnaissance claire de la **liberté pédagogique** des enseignant·es et de leur **liberté de conscience** comme de celle des élèves
- De réelles **médecine scolaire** et **médecine du travail pour les personnels**

Nous avons enfin clairement exprimé notre **opposition à la labellisation des manuels scolaires** : NON à l'appauvrissement du choix éditorial et à l'instauration d'une forme de « pensée unique »

Ce qui intéresse vraiment le Ministère ...

« *Vous évoluez dans un système qui est à la fois proche du Public mais qui est aussi différent. Considérez-vous que cela peut inspirer notre système?* » : nous y voilà...

La CGT a répondu par une opposition ferme à ce que le privé soit un modèle pour le public. Elle a rappelé tous les dysfonctionnements de l'enseignement privé (management agressif et « autonomie » sans contrôle des chefs d'établissements, dérégulations, conséquences sur les personnels, ...) et demandé au contraire la fin de la coexistence de deux systèmes public/privé placés en éternelle concurrence au dépend des personnels.

Nous avons rappelé que la CGT revendique la nationalisation de tous les établissements privés sous contrat d'association et la fonctionnarisation sur place des personnels (enseignant·e, AESH comme salarié·e de droit privé)

Pour conclure ...

Le ministère prétend vouloir écouter l'ensemble des acteur·ices du monde de l'éducation (organisations syndicales, associations de parents...) mais tiendra-t-il compte de leur avis ? On ne peut qu'en douter en constatant que ce travail sur de nouveaux programmes est mené au pas de charge en réduisant la consultation du personnel à un minuscule questionnaire aux réponses orientées.

L'école va mal et les solutions qu'ont en tête les libéraux ne feront qu'aggraver la situation. **La CGT n'est pas dupe et l'exprimera clairement en portant la voix des personnels** y compris dans les GT à venir.